

Extrait du courrier adressé par le Maire de Reugny au Directeur Régional de la Poste :

« Monsieur le Directeur, J'ai le regret de constater que le service rendu par La Poste à la population de Reugny ne cesse de se dégrader. Ce diagnostic est incontestable, mais il ne me surprend pas, car je n'ai jamais porté beaucoup de crédit à l'argumentaire lénifiant qui a précédé la restructuration de votre entreprise. La stratégie adoptée par La Poste pour arriver à ses fins est sournoise, mais je ne suis pas dupe et je ne serai pas complice. Monsieur le Directeur, cette entrée en matière vous semblera brutale. Elle l'est tout autant que l'annonce qui m'a été faite en juin dernier de fermer notre bureau de poste tous les après-midi, à partir de l'automne prochain. Mais il s'avère aujourd'hui que le bureau ne devrait être fermé que toute la journée du lundi seulement... »

Le service de La Poste se détériore de jour en jour. Votre société n'est même plus en mesure d'assurer le remplacement de votre employé de Reugny quand il est en congé. Pire encore, vous avez récemment fermé le bureau de Reugny pour que votre agent puisse aller tenir le bureau voisin de Monnaie. C'est ce qu'on appelle « déshabiller Paul pour habiller Pierre ! » Je n'ai jamais connu une telle situation depuis ma première élection en 1995, et force est de constater que la dégradation du service postal s'est considérablement accentuée depuis ce qui a été pudiquement appelé « la restructuration de la poste » qui préparait en fait sa transformation en société anonyme puis l'ouverture de son capital dans l'objectif certainement de la privatiser... « et si vous voulez la suite car c'est très long, contactez-nous on vous donnera la suite.

Un dernier cadeau avant de partir ?

On pensait tout savoir sur Eric Woerth, le ministre du travail. Le Canard Enchaîné du 14 octobre raconte le dernier combat qu'aurait mené Eric Woerth lorsqu'il était ministre des comptes publics à Bercy : sauver le système des retraites très avantageux des conseillers régionaux de Picardie en faisant intervenir une filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations. La mission est sur le point d'être accomplie. Seul petit problème : Woerth a été conseiller régional de Picardie de 1986 à 2002. Le ministre Woerth serait donc intervenu pour sauver la retraite bonus du conseiller Eric. Pour les patrons, des couilles en or, pour les salariés, des nouilles encore...

LE MUR DE L'ATLANPIC

Le 26 octobre dernier, suite au choc d'un Fenwick de la Plateforme Industrielle Courrier contre un mur, celui-ci menaçait de s'effondrer... Des mesures de sécurité ont été prises mais on a alors constaté que ce mur n'était pas scellé, simplement posé sur le sol!... D'autres murs du même type sont construits au sein de la PIC... Non, vous n'êtes pas à Hollywood dans un décor de cinéma, ni à Legoland, mais bien à l'endroit ou plus de 280 postiers viennent travailler chaque jour!!! Outre que le fait de ne pas sceller les murs de la PIC puisse permettre aux actionnaires détenant une bonne partie des parts des PIC, de déménager* vite fait bienfait (pour nous), cela représente un danger grave et imminent pour le personnel. C'est encore un gros foutage de gueule de plus de La Poste en matière de respect du personnel, de sécurité et de rendement, puisque ça été construit à la va-vite. Et nous, on savait même pas qu'un château de cartes ça pouvait durer 4 ans!

* La Poste a cédé, le 29 décembre 2008, pour 128,7 millions d'euros, six plateformes industrielles au courrier et aux colis à un organisme de placement collectif en immobilier (OPCI) nouvellement créé et dont elle est actionnaire à 22,4%. Cet OPCI a été constitué par Poste Immo, filiale immobilière du groupe La Poste, et un groupe d'investisseurs partenaires: BNP Paribas Immobilier, Cardif Assurance Vie, Fortis Real Estate France, La Mutuelle Générale, Quatrem Assurances Collectives, Scor Global P&C Se et l'Union nationale de prévoyance de la Mutualité française.

ELECTIONS
AU
CONSEIL D'
ADMINISTRATION
DE LA POSTE
16 novembre
2010

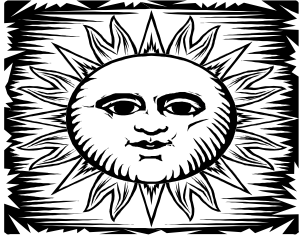
Votez

Sud



Le 16 novembre 2010, voter pour des candidates SUDPTT qui siégeront au Conseil d'Administration, c'est choisir des élu-es qui portent une ligne claire : celle de la défense des intérêts collectifs et individuels, dans un groupe qui doit rester tourné vers la satisfaction des besoins sociaux. Cela passe par une opposition sans compromission à toute stratégie basée sur la dégradation des conditions de travail, les suppressions d'emplois et le désengagement des missions de La Poste.

A SUD



LE SOLEIL BRILLE

« *Ceux qui se battent peuvent perdre. Ceux qui ne se battent pas ont déjà perdu ...* » Bertold Brecht

Ce n'est qu'un début, continuons la razzia...

L'Élysée a confirmé le renouvellement du mandat de Jean Paul Bailly à la présidence de La Poste en janvier 2012. Cet adoubement est un remerciement au président de La Poste actuel pour le changement de statut de La Poste, opéré en 2009. Ce dernier a pourtant été rejeté par la population comme l'a démontré la participation à une votation citoyenne inédite où plus de 2 millions de personnes avaient majoritairement voté contre la privatisation de La Poste. Le gouvernement donne un blanc-seing à une direction qui mène dans tous les services une politique du moins-disant social et de la répression envers les syndicalistes. Depuis 2002, sous sa mandature et la tutelle de Bercy, ce sont près de 50 000 emplois supprimés en huit ans. C'est aussi l'augmentation de la souffrance au travail dans l'entreprise avec la multiplication des tentatives de suicides et un nombre d'accidents de travail en constante augmentation... Encore, on en redemande!

**C'EST TOUS
ENSEMBLE
QU'IL FAUT LUTTER**



GRÈVE GÉNÉRALE

FRERES DE S...OUS !

La réforme des retraites, qui va conduire à l'asphyxie financière des grands régimes par répartition, pourrait favoriser les intérêts du groupe Malakoff Médéric, entreprise engagée dans une politique visant à en faire un acteur majeur de la retraite complémentaire privée. Alliée à la Caisse des Dépôts et Consignations, le bras armé financier de l'État, et sa filiale, la Caisse Nationale de Prévoyance, tous ces partenaires vont créer, le 1er janvier prochain, une société commune qui rêve de rafler une bonne part du marché qui se profile, soit « environ 40 à 100 milliards d'euros ».

Cette société, donc futur opérateur de fonds de pension privé, n'aurait jamais vu le jour sans l'appui de qui vous savez, ces institutions publiques étant déjà présidées par des parlementaires ou d'anciens secrétaires de l'Élysée... Et qui c'est le délégué général de Malakoff Médéric ???... Guillaume Sarkozy, le frère de qui vous crachez...

Jamais, les maux de la société ne viennent du peuple, mais du gouvernement Comment n'en serait-il pas ainsi ? L'intérêt du peuple, c'est le bien public; l'intérêt de l'homme en place est un intérêt privé. Pour être bon, le peuple n'a besoin que de se préférer lui-même à ce qui n'est pas lui; pour être bon, il faut que le magistrat s'immole lui-même au peuple ».

Discours de Robespierre à l'assemblée nationale, le 10 mai 1793.

ERRATUM

Dans notre SUD-VERSIF Numéro 162 de septembre 2010, nous avons mentionné que le Ministère du Travail ne pouvait pas fourrer son nez dans les locaux de La Poste qui continue à ne pas vouloir payer les heures supplémentaires à ses employés (qu'ils soient fonctionnaires ou contractuel(les), alors que ce n'est que dans le cadre des CHS-CT que les inspecteurs du travail ne peuvent pas participer. Les inspecteurs du Travail peuvent donc se rendre dans les locaux de La Poste pour contrôler les horaires des employés. Les deux décrets qui doivent encadrer le domaine d'intervention de l'inspection du travail vis-à-vis de La Poste sont attendus néanmoins.

ON LACHE RIEN ! : L'APPEL DE TOURS!

L'Assemblée Générale Interprofessionnelle 37 appelle, le 6 novembre 2010, à une rencontre interprofessionnelle des Assemblées Générales et Intersyndicales qui se tiennent dans tout le pays afin de coordonner nos actions au plan local et national.

L'Assemblée Générale interprofessionnelle de Tours et son agglomération est composée de syndicalistes (CGT, CNT, FSU, SUD-Solidaires ...) et de non syndiqués, travailleurs, étudiants, précaires, chômeurs, retraités...

Elle vise à palier le manque de combativité de l'intersyndicale locale (dont SUD et FO se sont retirés) et notamment l'absence de soutien de celle-ci aux actions de blocage de l'économie (Dépôt pétrolier, réseau de bus urbain, déchetterie...) et autres initiatives prises entre les temps forts. Nous avons cependant conservé des liens avec cette intersyndicale en la tenant régulièrement informée de nos actions.

L'Assemblée Générale interprofessionnelle s'est prononcée dès le début de ce mouvement pour le retrait du projet de réforme des retraites et la généralisation de la grève. Elle a, de par ses positionnements et ses actions, apporté son soutien aux secteurs en lutte.

Tony ROSSILLI (secrétaire CGT CNAV 37), Sébastien ROBIN (CGT Municipaux de Tours), Serge MORISSET (CNT PTT), Anne GRANDET (SNES-FSU), Martine MIGEON (SNUIPP), Gabriel DREUMONT (SNUIPP / Ecole Emancipée), Eric SIONNEAU (SUD-PTT / Secrétaire départemental de Solidaires), Sarah BLOCH (SUD Culture), Antonin BERANGER (non syndiqué, intermittent du spectacle), Mathieu BERRIER (non syndiqué, chômeur)